

BEHICE BORAN
présidente du
parti ouvrier de turquie



**TURQUIE
ET LE MONDE
D'AUJOURD'HUI**

BEHİCE BORAN
présidente du
parti ouvrier de turquie

TURQUIE ET LE MONDE D'AUJOURD'HUI

AGENCE INFO-TÜRK
Section de
Recherche-Traduction-Documentation

BRUXELLES - MARS 1976

Nous tenons à remercier à
l'UNION DES PROGRESSISTES
DE TURQUIE EN FRANCE
pour l'aide apportée à la traduction
et à la rédaction du texte.

AGENCE INFO-TORK

Imprimerie offset et diffusion:

COODIFF s.c.

561, Chaussée de Ninove - 1080 BRUXELLES

D/1976/2198/15

présentation

Depuis la constitution du gouvernement du "Front Nationaliste" formé par quatre partis de droite, la Turquie fut la scène de développements d'une grande importance.

L'impérialisme et ses collaborateurs locaux accélèrent de jour en jour la montée fasciste, tandis que les commandos fascistes assassinent systématiquement tous les jours les progressistes; des dirigeants ouvriers, paysans et étudiants, des intellectuels, des enseignants, des écrivains sont traqués devant la cour de Sécurité de l'Etat et de lourdes peines sont requises à leur encontre.

Parallèlement à l'accentuation de la terreur, la résistance du peuple de Turquie se fortifie, la lutte pour "l'indépendance, la démocratie, la paix et le progrès sociale" de toutes les forces démocratiques ayant en tête la classe ouvrière de Turquie atteint des dimensions considérables.

L'évolution rapide des événements récents en Turquie rend nécessaire de mieux faire connaître à l'opinion publique internationale la lutte du peuple de Turquie contre la montée du fascisme.

C'est pourquoi, du point de vue de la classe ouvrière, l'évaluation de cette lutte, exprimée par une personnalité apte de représenter le mouvement ouvrier de la Turquie comporte une importance capitale. Car cela permettra aux forces mondiales de la démocratie, de la paix et du socialisme de mieux connaître la lutte du peuple de Turquie et de manifester une solidarité plus active.

Conscients du poids de cette nécessité, nous publions en bilingue, en français et en anglais, la traduction de l'allocution prononcée par Behice Boran, Présidente du Parti Ouvrier de Turquie, lors de la réunion des délégués départementaux de son parti, l'organisation la plus active de la classe ouvrière de Turquie.

L'allocution de Boran acquiert une importance particulière par l'évaluation que le mouvement révolutionnaire de Turquie porte sur l'évolution mondiale et par la façon dont la classe ouvrière de Turquie détermine sa position par rapport aux camps idéologiques.

AGENCE INFO-TURK

Behice boran

Behice Boran, la Présidente du Parti Ouvrier de Turquie (POT) était et demeure une des principales cibles des forces réactionnaires de la Turquie. Lors du régime militaire issu de l'intervention du 12 mars 1971, Mme Boran, à l'âge de 61 ans était condamnée à 15 ans de réclusion et avait dû purger sa peine à Adapazarı, dans des conditions inhumaines, jusqu'en juillet 1974, la date à laquelle elle fut amnistiée.

Ce n'était pas la première fois que Behice Boran avait de telles querelles avec les forces réactionnaires du pays. Témoignant d'une personnalité courageuse et vaillante, elle a passé toute sa vie, en effet, dans la lutte contre le fascisme et pour le socialisme et l'indépendance nationale. Elle est parmi ceux qui mènent le combat pour la démocratie durant la période ténébreuse du "chef unique-parti unique" de 1923 - 46. Elle poursuit sa lutte à travers les revues qu'elle publie durant cette période: "Le Pays et le Monde", "Les Pas"... Chargée de cours à la faculté des lettres d'Ankara (1938 - 1946) après un doctorat en sociologie à l'Université de Michigan aux Etats-Unis, elle entreprend des analyses de structure sociale de la Turquie et constitue à ce titre l'une des principales cibles de l'offensive générale du fascisme déclenchée par le

pouvoir contre les membres progressistes du corps enseignant; en 1946 elle perd son poste. Acquittée devant le tribunal Behice Boran ne pourra cependant plus retourner à l'Université pour la simple raison que le Ministère de l'Education Nationale avait, entre-temps, supprimé la chaire de sociologie.

Elle est ensuite la Présidente de l'Association des Amis de la Paix créée en 1950. Pour avoir protesté contre l'envoi de soldats turcs en Corée, cette association sera aussitôt dissoute et ses dirigeants arrêtés et condamnés à de lourdes peines de prison. Et c'est en prison que Behice Boran mettra au monde son fils unique.

Privée de ses droits politiques, elle assure la vie des siens en faisant des traductions durant la période du Parti Démocrate où la réaction et le Mac Carthysme se déchaînent.

Dans l'atmosphère relativement démocratique de l'après 1960, Behice Boran recouvre ses droits politiques, et entre au Parti Ouvrier de Turquie en 1962 et poursuit sa lutte au sein de cette seule organisation socialiste légale de la Turquie.

L'un des 15 députés du POT au Parlement en 1965, elle y défendra les intérêts du peuple travailleur.

Elue en 1970 secrétaire nationale du POT, elle en deviendra la présidente au 4e Congrès Nationale en Octobre de la même année. Sa présidence coïncidera avec le plus sombres jours de ces dernières années. C'est la période de l'offensive générale des forces réactionnaires en vue d'établir le néofascisme en Turquie. Des enquêtes sont ouvertes à l'encontre des dirigeants du POT en vue de supprimer la seule organisation politique légale de la gauche. C'est dans ce contexte qu'à eu lieu le coup du 12 mars 1971, et les dirigeants du POT furent tous arrêtés et le POT lui-même fut interdit le 20 juillet 1971. Le procès de ses dirigeants a duré plus d'un an et demi et s'est soldé par des peines

allant jusqu'à 15 ans de prison. Behice Boran condamnée de surcroît à 5 années en résidence surveillée dans la ville de Giresun.

Behice Boran qui, par son attitude courageuse, décidée et conséquente devant les tribunaux de l'état de siège a donné l'exemple de la force morale des révolutionnaires, raconte dans la préface du livre intitulé "*Le Procès du POT, de deux points de vue*" comment elle avait évalué la situation lors de sa détention: "...cet ordre qui existe de facto ne pouvait pas tolérer le parti de la classe ouvrière, le parti socialiste. Il fallait éliminer le POT et le mouvement socialiste qu'il représentait. On l'a fait.

"Ou bien on a cru pouvoir le faire. Car on ne sait pas, ou bien on oublie que les mouvements sociaux politiques naissent en conséquence des conditions objectives, répondent aux besoins de la société. Tant que cette situation objective existe, et se développe encore, il est impossible qu'elle ne se reflète pas dans la conscience des hommes, et qu'elle ne les ébranle pas et ne les incite pas à trouver des solutions. Les mouvements qui naissent de ces conditions et nécessités, même s'ils subissent des modifications concrètes dans ses formes, continuent à exister dans l'essentiel. En Turquie aussi, quels qu'ils soient les jugements prononcés par les tribunaux, le mouvement socialiste trouverait sa forme d'expression sur la scène politique et resurgirait. Le mouvement 'POT' dans des conditions nouvelles, marqué par le cours de l'Histoire, serait entraîné sous une forme nouvelle... Par conséquent dans cette situation extrêmement importante que constituait le procès, je devais expliquer et défendre, en tant que membre et dirigeante du Parti, le caractère propre et les vues du POT, redresser solidement le socialisme en face du capitalisme et l'idéologie de la classe ouvrière en face de l'idéologie bourgeoise."

En conséquence des luttes de toutes les forces démocratiques et des élections du 14 octobre 1973, Behice Boran a regagné la liberté en juillet 1974 avec tant d'autres patriotes, démocrates, progressistes et socialistes.

Behice Boran a recouvert ses droits politiques grâce à une modification constitutionnelle qui visait essentiellement à rendre leurs droits aux membres du Parti Démocrate frappé par le coup d'état militaire de 1960 et dont les progressistes persécutés par le régime militaire de 1971 ont pu inévitablement profiter. Lors de la refondation du POT le 1er mai 1975, on remarquait son nom parmi les fondateurs et à la première réunion, elle fut élue à l'unanimité à la présidence du Parti.

Behice Boran est de nouveau, en tête de la lutte pour la démocratie, l'indépendance, le progrès social, la paix et le socialisme.



*Allocution prononcée par Behice Boran,
Présidente du Parti Ouvrier de Turquie,
à la réunion des délégués des fédérations
départementales du POT.*

Ankara, les 22-23 novembre 1975

LA SITUATION INTERNATIONALE

Depuis le mois de mai dernier, date de la fondation de notre parti, l'évolution de la situation internationale nous permet de dégager les lignes de force suivantes:

- 1 - Le recul politique et militaire de l'impérialisme,
- 2 - L'approfondissement de la crise du monde capitaliste,
- 3 - L'accentuation de l'influence de la division au sein du camp socialiste clarifie les rangs dans la lutte entre le capitalisme et le socialisme.^o

Le phénomène politique fondamental, à l'échelle mondiale demeure, aujourd'hui la lutte entre le capitalisme et le socialisme. Cette lutte de deux

^o) *Boran met le doigt sur les derniers développements qui ont mis en évidence l'éloignement de la Chine des prises de position socialistes.*

systèmes sociaux se concrétise, d'une part, par des luttes entre des pays, des Etats appartenant à ces deux systèmes et d'autre part par des luttes entre différentes classes sociales, de l'autre.

Les luttes de Libération Nationale constituent une partie, une troisième volet de cette lutte de deux systèmes sociaux. Ces luttes et guerres de libération nationale s'opposent, sur le plan extérieur, à l'impérialisme et, sur le plan intérieur, au capitalisme et aux formes précapitalistes d'exploitation. De plus, ces luttes se donnent de plus en plus le socialisme comme objectif ultime. Dans cette lutte révolutionnaire mondiale pluridimensionnelle, c'est le système socialiste mondial qui joue le rôle d'avant-garde.

La politique de détente et de coexistence pacifique ne signifie nullement la disparition, ou même l'effacement relatif de ces luttes. La signification profonde de la politique de détente et de coexistence pacifique et d'empêcher que la lutte entre systèmes sociaux différents se transforme en guerre armée, en une troisième guerre mondiale. La détente et la coexistence pacifique ne sont pas un obstacle aux luttes de libération anti-impérialistes livrées par les pays sous le joug de l'impérialisme. Il est normal, et même nécessaire, que les peuples opprimés par l'impérialisme livrent une lutte contre les pays impérialistes qui les oppriment et cette lutte nationale peut se transformer, si les circonstances l'exigent, une lutte armée. Dans ce cas, les mouvements ouvriers ainsi que les pays socialistes se rangent aux côtés de ceux qui luttent pour leur libération, et leur fournissent aide et assistance. Hier, c'était le cas du Viet-Nam. Aujourd'hui c'est le cas de l'Angola. Mais une guerre thermonucléaire mondiale serait une grande catastrophe pour toute l'humanité, y compris les pays en lutte pour leur libération et retarderait considérablement le passage au socialisme à l'échelle mondiale. L'objectif du principe de coexis-

tence pacifique et de la politique de détente qui en est la conséquence d'empêcher une telle éventualité. Le passage au socialisme, à l'échelle mondiale, peut progresser et atteindre son but sans une troisième guerre mondiale, et par une lutte politique, économique, sociale et idéologique dans le cadre de la coexistence pacifique.

Quand on se penche sur la situation internationale, à partir de ce point de vue il devient clair que le camp capitaliste-impérialiste recule, politiquement et militairement. La fin de la guerre du Viet-Nam, la chute du régime Thieu, la victoire des forces démocratiques et populaires au Cambodge, la formation d'un pouvoir de gauche au Laos sont les indices de ce recul. La Thaïlande, où les USA disposent de bases militaires, est en ébullition et prend de plus en plus des positions anti-américaines.

Il reste cependant que l'impérialisme USA n'a pas l'intention d'abandonner l'Asie du Sud-Est. Celui-ci essaie de contenir ces développements démocratiques dans des limites géographiques étroites et essaie de maintenir son influence et sa pénétration sur une ligne allant des Philippines à la Turquie et au Pakistan en passant par l'Océan Indien. L'impérialisme américain ne supporte pas, en Turquie ou au Bengla-Desh, une politique aussi "à gauche" et indépendante qu'en Australie. En Inde, Indira Gandhi semble avoir déjoué les plans qui se trouvaient contre son gouvernement et semble, provisoirement, avoir écarté le danger. L'élimination de Mujibur Rahman au Bangladesh, loin d'avoir réglé la question, du point de vue de l'impérialisme US, semble avoir plongé ce pays dans un cycle de coups d'état et de contre-coups d'état.

L'ancien premier ministre social-démocrate australien Gough Whitlam, qui fut renversé non à cause de la crise politique due au refus de vote du budget par le Sénat mais à cause de ses prises de position politiques plus indépendantes en matière de

politique internationale, continue de recevoir le plus grand soutien de la part de la classe ouvrière et du peuple australiens. Le fait que les USA aient dû intervenir dans le cas de ces trois derniers pays montre que, malgré tous les efforts en sens contraire, l'orientation à gauche et le mouvement pour la libération nationale s'étendent et se renforcent à travers le monde.

Malgré ces récents développements en Asie du Sud et du Sud-Est, la lutte entre les systèmes a vu son centre glisser vers le Moyen-Orient et l'Europe Méditerranéenne. Bien que le problème du Moyen-Orient soit encore loin d'être réglé, les USA semblent avoir marqué des points. Le facteur principal en a été l'Egypte. Depuis son arrivée au pouvoir Sadate n'a cessé, à l'intérieur de mener une politique d'élimination de l'étatisme économique et de renforcement de la bourgeoisie et, à l'extérieur, de rapprochement avec les Etats-Unis. L'Egypte, le considérant comme un obstacle devant ses intérêts nationaux et son développement, désire se débarrasser rapidement du problème israélien. Autrement dit, elle tourne le dos au nationalisme arabe et fait cavalier seul, ce qui favorise, la politique des Etats-Unis. Avec l'accord intérimaire signé avec Israël, l'Egypte a pratiquement reconnu l'Etat d'Israël et a accepté de ne pas avoir recours aux armes pour un temps donné. En bref, l'Egypte a "lâché" le problème palestinien et la question du Golan pour suivre une politique égoïste. Ainsi, dans l'ensemble déjà pas très ferme et uni, qu'étaient les pays arabes, une brèche importante a été ouverte, une division a été créée. La division existant de tout temps, au sein du monde arabe, entre pays progressistes et pays réactionnaires et qui a empêché la réalisation d'une Unité Arabe a ainsi été approfondi par la nouvelle orientation politique de l'Egypte.

Une autre signification qui se dégage de ces récents développements en Egypte, c'est la faillite du radicalisme petit-bourgeois. On ne peut progresser vers le socialisme lorsque le mouvement ouvrier est réprimé et le parti de la classe ouvrière interdit. Pour libérer un pays de joug de l'impérialisme et le mettre dans la voie d'un véritable développement et dans celle de l'indépendance il ne suffit plus d'inventer de toutes pièces un "socialisme arabe".

Sans doute le passage au socialisme et le développement de celui-ci se feront, dans chaque pays, conformément aux conditions historiques et sociales du pays et dans des formes compatibles avec ces conditions. Le système socialiste sera, dans chaque pays socialiste quant au fond, et national quant à la forme. Mais ce fond est unique, universel.

Le problème du Moyen-Orient ne saurait être résolu par des accords passés entre Israël et chacun des pays arabes pris séparément. Ceci irait à l'encontre des intérêts des peuples arabes de la région et renforcerait les positions de l'impérialisme américain. La reconnaissance de l'Etat d'Israël est inévitable. Mais plus que de l'existence de l'Etat d'Israël il s'agit surtout du fait que celui-ci constitue au Moyen-Orient un tremplin pour l'impérialisme US et qu'il pratique une politique chauvine et expansionniste. C'est cela qu'il s'agit d'empêcher. Or, l'accord intérimaire égypto-israélien tend à renforcer ces caractéristiques de l'Etat israélien. Les Etats-Unis accordent à Israël une assistance économique et militaire massive. Selon certaines informations ils livreraient à Israël des fusées à longue portée. Ces fusées pourraient atteindre, non seulement les pays arabes voisins d'Israël mais aussi pratiquement tout l'est anatolien jusqu'à Ankara.

Les pays arabes ne peuvent combattre la politique expansionniste de ce bastion avancé de l'impérialisme qui est Israël qu'en agissant à l'unisson. La conférence de Genève doit reprendre ses travaux et le problème du Moyen-Orient doit être réglé par des discussions auxquelles devront participer toutes les parties intéressées. Dans une telle situation la place de la Turquie se situe auprès des pays progressistes arabes.

Une autre région géographique où la lutte entre les systèmes socialiste et capitaliste se manifeste avec une acuité particulière est l'Europe méridionale. Jusqu'à très récemment le fascisme dominait ou menaçait d'une façon ou d'une autre l'ensemble de cette région. En effet, des régimes fascistes étaient en place depuis de longues années en Espagne et au Portugal, la Grèce était sous la coupe de la Junte des colonels et la Turquie vivait la période de répression qui a suivi le coup d'état du 12 mars 1971. Quant à l'Italie elle balançait entre la démocratie et le fascisme. Aujourd'hui en Italie le puissant mouvement ouvrier ainsi que ses alliés arrivent à arrêter le danger fascistes mais ne parviennent pas à briser la résistance de la bourgeoisie monopoliste appuyée par l'impérialisme américain, afin d'arriver au pouvoir, ou encore de le partager. A présent la situation a changé dans les quatre autres pays. La Turquie est sortie de la période de répression ouverte, la démocratie parlementaire a remplacé la Junte militaire en Grèce, la lutte des forces démocratiques a atteint, avec la mort de Franco, une nouvelle étape en Espagne, et le Portugal a vu les forces démocratiques et de gauche remplier le devant de la scène après la chute spectaculaire du régime fasciste vieux de 40 ans. Cependant, la situation dans ces pays est encore loin d'être clarifié, et la victoire des forces démocratiques et des masses populaires n'est pas encore définitive. En Turquie, les pratiques

répressives et anti-démocratiques issues du coup du 12 mars 1971 subsistent sous des formes différentes. La Junte ne gouverne plus en Grèce, mais sa place a été prise par le régime réactionnaire de Caramanlis; les points d'appuis de la junte, ses fondements économiques étant encore intacts, l'épuration des forces armées n'ayant pas eu lieu, et en raison de l'atmosphère militariste créée par un réarmement intense, il est toujours possible qu'un régime militaire prenne la place du gouvernement Caramanlis.

Les Etats-Unis et le Marché Commun concentrent actuellement tous leurs efforts sur l'Espagne et le Portugal: les régimes fascistes convenaient bien aux intérêts des USA; quant au Marché Commun et aux pays du Nord de l'Europe, ils préfèrent la "démocratie pluraliste" aux régimes fascistes et voudraient que l'Espagne et le Portugal s'intègrent à la CEE. Mais une fois le fascisme renversé, les mouvements démocratiques et de gauche jaillissent avec force et mettent en péril les intérêts du grand capital, des monopoles américains et européens. L'Europe et les Etats-Unis tentent de réduire ces dangereuses proportions que prend le mouvement au Portugal et d'empêcher tout mouvement d'avoir lieu en Espagne. Les Etats-Unis aussi bien que la CEE voient la démocratie parlementaire dans les deux pays comme un moyen de protéger le pouvoir politique et économique des classes capitalistes et aussi leurs propres intérêts et d'arrêter le mouvement révolutionnaire de masses populaires. C'est pour cela que la CIA finance sans restriction les sociaux démocrates et certains syndicats. Bien qu'on ne puisse faire de pronostics pour le court terme, il est certain que dans le long terme la victoire appartient aux masses ouvrières et aux travailleurs.

Les résultats de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération Européennes de Helsinki est un autre indice politique du recul de l'impérialisme.

Les pays impérialistes n'ont pas participé à cette conférence de gaité de coeur. La proposition venue de l'union Soviétique, et soutenue par les pays socialistes d'Europe, a dû vaincre une longue résistance. Malgré les sarcasmes de la presse bourgeoise, ses critiques sur la non-applicabilité des résolutions de la Conférence de Helsinki, le seul fait que celle-ci ait pu se réunir, et aboutir, constitue une réussite pour les forces démocratiques, progressistes et socialistes dans le monde.

Un autre indice du recul qu'est en train de subir le monde capitaliste-impérialiste est la crise économique profonde dans laquelle il se débat depuis trois ans. Auparavant les périodes de stagnation économique ou de régression relative n'étaient pas rares mais même les économistes bourgeois reconnaissent que la situation actuelle est une véritable crise. Or, on prétendait, on avançait que, depuis la grande crise de 1929, il n'y avait plus, et il ne pourrait plus y avoir de crises économiques. Ce qui désoriente le plus les économistes et les politiciens bourgeois c'est la présence simultanée de la stagnation économique, avec le chômage massif, et de l'inflation galopante. Auparavant ces deux phénomènes semblaient s'exclure mutuellement. Lorsque l'inflation sévissait, des mesures monétaires et diverses interventions étatiques tentaient de la maîtriser; en cas de ralentissement de l'activité économique des mesures de relance bancaires et monétaires faisaient leur apparition. Ces mesures habituelles de types keynésien sont désormais inefficaces et les économistes bourgeois reviennent à ce même Marx qu'ils déclaraient il n'y a pas long temps, avoir été jeté "à la poubelle de l'Histoire".

Mais malgré tout, les dirigeants des sociétés capitalistes n'ont pas d'autre choix que de continuer à appliquer les anciens remèdes, dont ils connaissent les limites et les risques. Faute de pou-

voir s'orienter vers le socialisme, ils n'ont pas d'autres solutions et sont en demeure de choisir entre le chômage et l'inflation. Considérant le chômage comme le plus grand des deux dangers ils ont choisi de relancer l'économie au prix d'une inflation accrue. Il est normal que les efforts soient orientés vers l'élimination du chômage car la classe ouvrière, porteuse des espoirs du socialisme "bouge" plus en cas de chômage. Le moyen choisi pour relancer l'économie suppose un déficit budgétaire. Les énormes déficits budgétaires existant actuellement aux USA et en Allemagne Fédérale sont comblés par une émission monétaire nouvelle. Avec l'accroissement de l'offre de monnaie on espère que les affaires et les investissements reprendront. Par leur déficite budgétaire les Etats-Unis et l'Allemagne Fédérale espèrent aussi relancer le commerce international aussi que leurs propres investissements à l'étranger, et aider en quelque sorte les autres pays capitalistes.

Le Président Ford déclarait, à la conférence de Rambouillet, que l'économie américaine se reprenait plus rapidement que prévu. Or, d'après bien des observateurs, les indices de cette soi-disant reprise sont trompeurs. Par exemple, il a été observé que la baisse relative du chômage était due à des gonflements d'effectifs dans l'administration et tertiaire, et que la remontée des commandes dans le secteur de l'automobile pourrait s'expliquer en prévision d'une hausse des tarifs, annoncée longtemps à l'avance. Les informations en provenance de Wall Street indiquent que 600 des 800 plus grandes entreprises américaines éprouvent de grandes difficultés. Certaines, dont Lockheed et Chrysler, seraient au bord de la faillite. Du reste, les économistes occidentaux prévoient que la vague d'inflation s'approfondira en 1977 et que la crise économique s'aggravera.

La récente réunion des 6 chefs d'état et de gouvernement est un signe de la gravité de la situa-

tion. Ceux-ci ont tenté de surmonter leurs divergences et de rechercher les moyens d'agir de concert. Les questions débattues ont toutes été d'ordre économique et monétaire, le développement du commerce international ayant été évoqué en particulier. Les pays européens voudraient que les Etats-Unis prennent des mesures vigoureuses pour les entraîner avec eux hors de la crise tandis que le Président des Etats-Unis n'a pas voulu assumer ce rôle en affirmant que la reprise économique aux USA aurait peut d'effets sur les économies européennes.

Une des raisons de la concertation des "grands" occidentaux est la préparation de la réunion qui aura lieu en Décembre avec les pays sous-développés, dits du "Tiers-Monde". Ces pays, qui tentent, dans différentes conférences mondiales de s'unir pour défendre leurs intérêts communs, exigent un nouvel ordre économique mondial et tentent d'utiliser le prix du pétrole et des matières premières comme une arme économique. Les pays occidentaux qui ont subi la "crise du pétrole" essaient, devant cette situation, de constituer un front uni face aux pays du "Tiers-Monde". Ceci veut dire la lutte entre les deux groupes de pays sera encore plus aiguë. Il ne faut cependant pas oublier que, quels que soient leurs efforts, le degré de leur coopération, les contradictions, frottements et la concurrence continueront à régner entre les différents pays capitalistes car ceci est dans la nature même du système capitaliste.

La crise économique fait, elle aussi, partie de la logique du système capitaliste. C'est pour cela que les mesures monétaires ou économiques restent sans effet. Les causes de la crise étant structurelles, la solution constituant à renverser le régime capitaliste, à passer au socialisme.

Si les mesures de type keynésien ne permettent plus, à l'heure actuelle, de maîtriser l'inflation ou bien le chômage c'est parce que le capitalisme monopoliste a atteint un autre stade, à l'échelle

mondiale. Le processus de monopolisation et de concentration accrue du capital, en s'interpénétrant avec l'appareil d'Etat, a engendré le capitalisme monopoliste d'Etat. D'autre part, les monopoles multinationaux arrivent à contrôler l'ensemble des économies capitalistes. Ces monopoles, par la distribution géographique des unités de production, spéculent sur les prix, à l'échelle mondiale, empêchent la formation de ceux-ci par les mécanismes du marché et agissent dans le sens de leur hausse et, par ailleurs dominent le commerce international.

Il n'est pas, chez nous, accordé assez d'attention au fait que, dans les pays socialistes, il n'y a ni chômage, ni inflation, ni chute de la production, ni insuffisance de la demande. La "crise du pétrole" n'a pas ébranlé les pays socialistes dont les économies, planifiées centralement, continuent de se développer.

L'existence du système socialiste mondial est une autre raison fondamentale de la crise. L'aire d'activité le marché du capitalisme se trouvent rétrécis. A peu près le tiers de la population du globe vit dans un régime socialiste. Le commerce avec les pays socialistes, et aussi les investissements qu'ils y effectuent, ne suffisent pas, du point de vue des pays capitalistes, à compenser ce rétrécissement de leur zone d'influence car d'une part, le volume de ce commerce n'est pas encore considérable et, d'autre part, les pays socialistes orientent leur commerce international, ainsi que les accords d'investissement avec les pays capitalistes conformément à leur propre intérêt et gardent le contrôle de leur développement économique.

Les conséquences sociales présentes et futures de la crise économique font peur aux capitalistes. La lutte révolutionnaire de la classe ouvrière atteint des dimensions nouvelles, particulièrement dans des pays-clés comme la France ou l'Italie. Dans ces deux pays la classe ouvrière se rapproche de la prise du pouvoir. C'est en Europe qu'actuel-

lement la "théorie des dominos" peut s'appliquer. Au sein du Parti Travailleiste en Grande-Bretagne, tout comme au Parti Social-Démocrate allemand, l'aile gauche se renforce. Les gouvernements sociaux-démocrates, depuis longtemps au pouvoir dans les pays scandinaves, perdent de leur force. Evidemment, la crise économique et la montée des luttes sociales fait apparaître des tendances fascistes au sein des forces de droite. Mais l'avenir appartient au socialisme et l'équilibre des forces en présence sur le terrain de la lutte de classes se transforme en faveur des masses ouvrières et travailleuses. Nous croyons fermement que la menace fasciste pourra être écartée par une action conjuguée des masses travailleuses, des forces progressistes et démocratiques sous la direction de la classe ouvrière.

Quant au rôle joué par la République populaire de Chine et du mouvement appelé maoïste, ils viennent assurément troubler le front uni des forces combattant le capitalisme à l'échelle mondiale. Depuis le début des années 60 la Chine s'est écartée de plus en plus de la ligne générale du mouvement socialiste et est même arrivée à s'opposer à ce dernier. Pour ce qui est des problèmes politiques internationaux, elle prend de plus en plus souvent le parti des pays capitalistes - impérialistes. Ses prises de position constamment en faveur de l'OTAN ou de la CEE et contre la Conférence Européenne de Sécurité en sont une preuve. La Chine n'a pas soutenu le mouvement de libération nationale au Bengla Desh, elle a maintenu ses liens avec le régime fasciste chilien, auquel elle a même accordé un appui économique. Actuellement, en Angola, elle apporte son appui aux mêmes forces pro-impérialistes et réactionnaires que les Etats-Unis, l'Angleterre, le Zaïre et l'Afrique du Sud. La Chine poursuit une politique destructrice orientée non contre les pays capitalistes-impérialistes mais contre les pays socialistes, et principalement l'URSS.

Quant à l'attitude des maoïstes dans les pays

capitalistes, celle-ci est essentiellement dirigée contre les partis de la classe ouvrière, tout comme les attaques des forces réactionnaires et fascistes. En Turquie il y a eu des attaques de ce genre, et les maoïstes se sont trouvés toujours dans le même camp que les fascistes et les ennemis du socialisme. Que la Chine, loin de serrer les rangs avec les autres pays socialistes afin de renforcer la cohésion du monde socialiste face aux forces capitalistes-impérialistes prenne le parti de ce dernier est une attitude déplorable; mieux, cette attitude doit être combattue ou, pour le moins, isolée. La classe ouvrière mondiale ne cesse de la combattre. Le mouvement de la classe ouvrière de Turquie saura, par son organisation et par son combat pour une ligne politique juste, répondre comme il se doit au maoïsme aussi qu'aux autres déviations gauchistes. Quant à la Chine elle-même, les forces vives de la société chinoise, avec la classe ouvrière chinoise en tête, sauront ramener leur pays vers une ligne politique juste. Les pays socialistes continueront d'assumer la fonction d'avant-garde dans la lutte contre le capitalisme et l'impérialisme.

LA POLITIQUE EXTERIEURE DE LA TURQUIE

Quelles sont la place, la politique de la Turquie dans ce monde que je viens de décrire sommairement?

La politique extérieure turque a toujours porté en elle une contradiction. Objectivement, étant donnée sa structure économique et sociale, la Turquie est un pays capitaliste dépendant, pris dans le système capitaliste-impérialiste mondial. Elle a livré, après la première guerre mondiale, et avec force slogans sur "L'indépendance totale", une guerre contre les puissances impérialistes qui voulaient la démembrer. La place d'un tel pays est, objectivement, parmi les pays "sous-développés du

Tiers-Monde", opprimés et exploités par l'impérialisme. Quant à la politique étrangère de la Turquie elle devrait donc être orientée vers un soutien des luttes progressistes, anti-impérialistes de ces pays. On devait s'attendre aussi à ce que la Turquie entretienne de bonnes relations avec les pays socialistes qui soutiennent les luttes anti-impérialistes et qui aident les pays indépendants dans leurs progrès.

Or, la politique extérieure de la Turquie n'a pas été orientée dans ce sens. Dans son désir constant de "s'occidentaliser" la Turquie a méprisé les pays d'Asie et d'Afrique et a recherché cette "occidentalisation" surtout par des réformes superficielles, dans les institutions superstructurelles. Les relations avec les pays capitalistes occidentaux ont été renforcées et, sur les grands problèmes mondiaux la Turquie s'est toujours rangée aux côtés de ces pays.

Le problème de l'"occidentalisation" doit ici être débarrassé de tout volontarisme. Après avoir suivi à la guerre d'indépendance, affermi quelque peu son indépendance, par rapport à la période de désagrégation de l'Empire Ottoman, la Turquie n'a pas pu, n'a pas même tenté de briser les liens qui l'unissaient au système capitaliste-impérialiste mondial. Les forces sociales capables d'orienter le pays dans cette direction n'étaient pas développées ou efficaces. La bourgeoisie turque eut, dès le début, instinctivement peur du socialisme, et donc de la classe ouvrière dont l'action pouvait mener le pays vers le socialisme. C'est ainsi que, à l'intérieur du pays, toutes les libertés démocratiques furent étouffées. C'est pourquoi, aussi, des liens de réelle amitié et coopération ne furent pas établis avec notre voisin du Nord, l'Union Soviétique. C'est pourquoi aussi toute une propagande idéologique tapageuse sur la nécessaire "occidentalisation" du pays allait de pair avec un renforcement constant des liens avec les pays capitalistes

européens, presque une intégration économique. L'éternisation de la domination de la bourgeoisie poussait constamment vers une telle intégration.

L'entrée de la Turquie dans l'OTAN, dans la CENTO, son association à la CEE, la présence des bases militaires américaines sur son territoire, l'orientation de sa politique de défense nationale conformément à la stratégie de l'OTAN, ont été la conséquence des intérêts politiques et économiques de la bourgeoisie, et non les conséquences d'une quelconque nécessité militaire.

La Turquie subit à présent les conséquences néfastes d'une politique extérieure contraire à ses intérêts, aux besoins de son développement social. Comme la dépendance et l'intégration entraînent avec eux leurs propres contradictions, il apparaît, avec les changements intervenus dans la situation mondiale, des divergences profondes avec l'Occident. On découvre actuellement que les clauses du traité d'association à la CEE, conclu dans une atmosphère de fête nationale, sont en contradiction avec les conditions de développement d'un capitalisme dépendant. Il devient clair que la réorganisation du commerce extérieur qui a suivi la conclusion de ce traité, a profité aux pays de la CEE dont les exportations vers la Turquie ont considérablement augmenté, sans qu'il se produise une augmentation similaire dans les exportations de la Turquie. A présent le gouvernement turc en est arrivé à demander des concessions commerciales à la CEE en vue, surtout, d'arrêter, du moins provisoirement, la liste des produits devant entrer librement dans le pays. A mesure que cette liste s'allonge, en effet, les branches industrielles en Turquie, qui ont besoin de protection, sont menacées. Pour que la Turquie puisse se doter d'une industrie autre que les industries de montage, ou de consommation de luxe, elle doit quitter son statut d'association à la CEE. A la place de cette association, elle peut conclure avec la CEE des accords commerciaux bilatéraux,

comme le font déjà certains pays d'Asie ou d'Afrique.

Quant aux relations avec les Etats-Unis d'Amérique, on sait qu'elles sont mauvaises. Déjà dès avant 1970, les gouvernements de la Turquie par la pression de la situation économique, ont entrepris une amélioration des relations de la Turquie avec les pays socialistes eutopéens, ont engagé des pourparlers pour la révision des accords bilatéraux turco-américains, n'ont pas consenti à ce que, pendant la crise jordanienne et la guerre israélo-arabe de 1973, les Etats-Unis utilisent la base militaire d'Incirlik et sont par la suite revenus sur leur décision d'interdire la culture du pavot.

Le débarquement turc à Chypre en juillet 74 n'a fait qu'envenimer les choses. Les plans de la CIA ont été bouleversés. Il est vrai que l'objectif fondamental des USA ne changeait pas; seuls les moyens, les méthodes allaient changer.

A présent, les Etats-Unis font tout leur possible pour ramener la Turquie dans "le droit chemin". Le pouvoir de la bourgeoisie ne demanderait que cela, mais la pression de l'opinion publique et l'équilibre politique militent dans le sens opposé. Les Etats-Unis accentuent leurs pressions sur la Turquie par les moyens de l'arrêt de l'assistance militaire, du blocage du financement international et de l'exclusion de la Turquie du système des préférences généralisées appliqué par les Etats-Unis. Les Etats-Unis demandent maintenant que la Turquie leur applique la clause de la nation la plus favorisée avant de la faire bénéficier de leurs préférences tarifaires. La levée partielle de l'embargo sur les fournitures militaires et l'envoi des armes et fournitures déjà payées par la Turquie ne constituent pas une diminution de la pression des Etats-Unis car la menace d'un nouvel embargo est toujours maintenue afin d'imposer à la Turquie, une nouvelle fois, l'interdiction de la culture du pavot. Tous les patriotes se sentent révoltés face à cette attitude des Etats - Unis. Il est temps de

rompre les liens de dépendance vis-à-vis de ceux-ci. Mais le gouvernement actuel, émanation de la bourgeoisie, elle même liée aux forces impérialistes, loin de briser ces liens, a déjà entamé des pourparlers avec les Etats-Unis.

Le lien entre le soutien de classe du pouvoir et sa politique étrangère devient évident aux yeux de tous. L'inanité de l'affirmation selon laquelle la politique étrangère est "au-dessus des partis" (donc au-dessus des classes sociales) et qu'elle n'a rien à voir avec la politique intérieure, est démontrée une nouvelle fois.

La recherche de nouveaux marchés et de sources de financement diversifiées pousse le capitalisme en Turquie à se tourner vers des horizons autres que les Etats-Unis et l'Europe Occidentale. L'accord financier signé avec la Bulgarie et la Roumanie sont aboutissement de cette recherche. Les nécessités économiques ont vaincu ici les inimitiés idéologiques et politiques.

La même recherche de marchés et de sources de financement oriente aussi le pouvoir vers le "Tiers Monde" et les autres pays de la région mais il y a une préférence pour les pays à régime réactionnaire et pro-impérialiste comme l'Iran, le Pakistan, l'Arabie Séoudite et les Emirats du Golfe persique.

La Turquie désirerait tout particulièrement s'associer à des pays producteurs de pétrole du Moyen-Orient afin d'effectuer des investissements en commun en Turquie. L'accord pour la construction d'un pipeline signé avec l'Irak est entré en vigueur après de longues hésitations, mais il n'a pas eu de suites. Les tentatives du côté iranien ont été vaines car l'Iran investit en Europe et poursuit une politique de réarmement. On essaie actuellement de faire renaître de ses cendres le RCD (Coopération Régionale pour le Développement accord entre la Turquie, l'Iran et le Pakistan) mais sans grand espoir. Les hommes d'affaires turcs

s'en mêlent aussi. Une délégation s'est rendue en Iran et au Pakistan, après avoir visité les Etats-Unis. Leur visite a précédé de peu celle du Président de la République.

La rapprochement amorcé avec les pays arabes a aussi pour objectif de gagner leur appui à la politique de la Turquie sur la question de Chypre. Mais le manque de sincérité des dirigeants turcs leur attire souvent des rebuffades et ne suscite aucun appui. Voter en faveur de l'exclusion d'Israël des Nations-Unies, à la Conférence Islamique de Djeddah puis donner aux Etats-Unis des assurances allant en sens contraire, inviter un représentant de l'OLP afin d'entamer des discussions sur l'ouverture d'un bureau de l'OLP à Ankara, et puis ne pas faire aboutir les discussions, tout cela ne relève pas d'une politique étrangère sérieuse. Le vote de la Turquie en faveur de la motion de l'ONU condamnant le sionisme relève aussi de la même myopie politique ayant pour but de s'attirer la sympathie des pays arabes. Cette sympathie ne s'est pas concrétisée; Denktas n'a pu prendre la parole aux Nations-Unies et la motion des pays non-alignés sur la question de Chypre a été adoptée à une large majorité malgré l'opposition de la Turquie. Le gouvernement du Front Nationaliste ne comprend pas que le problème de Chypre a, aux yeux des arabes, d'autres ramifications.

La question de Chypre constitue un malaise permanent pour le gouvernement du Front Nationaliste au pouvoir en Turquie. Expliquer ce malaise par les seules pressions, en sens contraire, de l'extérieur et de l'opinion publique intérieure serait trop superficiel. La difficulté provient de ce que le gouvernement n'a pas encore compris la véritable nature du problème Chypriote et que, par conséquent, les solutions qu'il propose sont inacceptables par l'ensemble des pays concernés.

La solution fédérative qui est proposée est in-

cohérente et indéfendable. Etant donnée, dans les propositions turques, la faiblesse de l'autorité de l'Etat central et le grand degré d'autonomie des deux Etats fédérés que la solution a toutes les apparences d'un camouflage destiné à masquer la partition de fait de l'île. De plus, l'entrepris, déjà entamée, d'intégration économique de la partie turque de l'île à la Turquie annonce d'ores et déjà une future partition de Chypre. Et un Etat unitaire chypriote ne serait pas viable sans une véritable intégration économique entre les parties grecque et turque. Tous les pays socialistes ou capitalistes, s'opposent à une partition de l'île. A supposer que les Etats-Unis y consentent, beaucoup d'autres pays s'y opposeront.

Or, le problème de Chypre dépasse un envergure les seules communautés grecques et turques, la Grèce, la Turquie et la Grande-Bretagne. Le gouvernement turc, qui insiste sur le fait que le problème doit être résolu uniquement par des conversations intercommunautaires mais qui, d'autre part, ne refuse pas l'arbitrage proposé par Henry Kissinger, ne pense pas avoir compris cela. Le problème de Chypre a une importance capitale pour la région de l'Est méditerranéen, et surtout pour les pays arabes car le pays qui disposera de bases militaires sur l'île pourra menacer directement la sécurité de ces pays, et même intervenir directement en cas de conflit dans la région. Or, il est dès à présent question de la cession des bases britanniques aux Etats-Unis. C'est pour cette raison que les pays arabes sont très attachés au maintien de l'indépendance, de l'intégrité territoriale et de la neutralité de Chypre. Tant que la Turquie ne prendra pas ses distances vis-à-vis des Etats-Unis, quant à la conduite de sa politique extérieure, elle ne pourra pas s'assurer le soutien des pays arabes.

Ces pays arabes, qui demandent qu'Israël se re-

tire des territoires occupés, n'accepteront pas qu'une solution juste au problème chypriote puisse être trouvée lorsque 40% du territoire de Chypre est occupé par la Turquie. C'est la légitimité des gains territoriaux acquis par la force qui est en question.

L'Union Soviétique et les pays socialistes d'Europe sont également concernés par le problème du fait du renforcement des positions américaines en méditerranée orientale. Quant aux autres pays du "Tiers-Monde", ils sont préoccupés par le même phénomène et s'élèvent contre la disparition d'un Etat indépendant membre de l'ONU.

Tant que la Turquie ne saisira pas la portée internationale du problème de Chypre et qu'elle ne proposera pas des solutions adaptées à ce niveau, elle sera condamnée à la solitude diplomatique. Chypre doit pouvoir rester indépendant, son intégrité territoriale doit être garantie par des accords internationaux, son territoire doit être débarrassé des bases militaires étrangères, démilitarisé; l'Etat fédéral et les communautés doivent disposer de droits politiques égaux; la vie politique interne doit être démocratisée. Une telle formule, acceptable par la communauté internationale, est aussi conforme aux intérêts des deux communautés chypriotes grecque et turque. Chypre pourra ainsi cesser d'être un point de discorde dans la région et deviendra un élément de paix et de sécurité.

Quant à la politique extérieure de la Turquie, en général:

- La Turquie doit quitter l'OTAN, le CENTO, la CEE, ainsi que toutes les institutions similaires de l'impérialisme.

- La Turquie doit pratiquer une politique neutrale de non alignement militaire et doit œuvrer pour la désarmement et la paix mondiale.

- La Turquie doit prendre le parti des pays et

mouvements anti-impérialistes et doit les soutenir dans leur lutte. Elle doit développer ses relations avec les pays socialistes.

- La Turquie doit signer des traités de non-agression avec l'Union Soviétique et les autres pays voisins.

- La Turquie doit rechercher sa sécurité non dans un bloc militaire mais à travers des organisations tels que l'ONU et la Conférence Européenne pour la Sécurité et la Coopération.

- La Turquie doit fonder ses relations avec les autres pays sur les principes d'indépendance, de souveraineté et d'égalité.

LA SITUATION INTERIEURE

La Turquie traverse une crise provoquée par sa situation de pays capitaliste arriéré et dépendant.

L'industrie, qui a connu un relatif développement au cours des années 1960-70 est confrontée à présent à un double goulot d'étranglement: le manque de sources de financement et l'étroitesse du marché. Le marché intérieur ne peut absorber tout le produit industriel. La grande inégalité dans la répartition des revenus et la faible pouvoir d'achat des masses ne le permettent pas. Les très fortes hausses des prix annulent rapidement la hausse des salaires et des prix d'achat par l'Etat des produits agricoles. On observe même, dans les toutes dernières années, une baisse dans le pouvoir d'achat des masses ouvrières et travailleurs et des fonctionnaires. Quant à l'exportations, les produits turcs ne sont pas concurrentiels sur le marché international, étant donnés leur qualité et leur prix. La brusque hausse dans les exportations de produits manufacturés, après 1970, est

due aux subventions accordées et mesures d'encouragement prises par l'Etat. A présent ces mesures ne suffisent plus.

La politique d'exportation pratiquée par les divers gouvernements a eu une influence néfaste sur le commerce extérieur de la Turquie. L'exportation a toujours été dirigée vers l'Europe occidentale. Or, la demande européenne des produits agricoles turcs comme le tabac, le coton, les noix et les figues et raisins secs s'est stabilisée, elle n'est pas élastique. Quant aux produits industriels, ils ne peuvent se constituer un marché dans les pays industrialisés d'Europe. Les exportations de textiles sont en baisse en raison de la crise européenne. La Turquie aurait pu chercher à développer ses relations commerciales avec les pays socialistes mais, jusqu'à très récemment, ces relations ont été bloquées en raison de l'état de dépendance du pays par rapport au bloc impérialiste-capitaliste. Bien que les rapports économiques et commerciaux avec les pays socialistes se développent depuis quelques années, la Turquie conserve une attitude distante et méfiante vis-à-vis de ces pays.

Dans sa recherche de marchés pour ses produits industriels la Turquie aurait pu se tourner vers le Moyen-Orient ou d'autres pays du Tiers-Monde, mais ceci n'a pas été entrepris, ce ne sont pas des problèmes de coûts ou concernant la qualité des produits qui l'ont empêché. Il est clair que les gouvernements de la Turquie ne parviennent pas à promouvoir une politique commerciale cohérente et efficace. Le capitalisme, en Turquie, n'a pas atteint un degré suffisant de rationalité.

Les ressources propres de la Turquie ne peuvent couvrir ses investissements industriels. Quant à la politique de crédit elle favorise plus le commerce que l'industrie. Les banques préfèrent les crédits à court terme et à taux d'intérêt élevés accordés au secteur commercial. L'insuffisance de

crédits bancaires spécifiquement orientés vers l'industrie incite cette dernière à avoir recours aux crédits commerciaux, ce qui se reflète, bien sûr, dans le coût des produits industriels et qui en fait une des sources premières de l'inflation. En 1975, et surtout après l'arrivée au pouvoir du gouvernement de Front Nationaliste, les importations ont connu une hausse spectaculaire et dont une grande partie a servi à financer des stocks spéculatifs.

Cette répartition des crédits bancaires provoque des frictions entre industriels et bancaires, frictions rendues plus violentes par la concurrence que s'exercent ces deux fractions du capital dans la mainmise sur l'épargne populaire. Afin d'obtenir des fonds, l'industrie émet, depuis quelques années des actions et des obligations à haut taux d'intérêt. On voudrait ainsi que l'épargne populaire soit canalisée directement vers le secteur industriel, sans passer par les banques. Récemment encore, il a été interdit aux banques de procéder à des loteries, et ceci afin de rendre l'épargne bancaire moins attrayante. Cette même compétition pour s'attirer les sources de financement existe aussi entre les fractions monopoliste et non-monopoliste du capital industriel.

Quant aux ressources extérieures elle sont loin de pouvoir couvrir les besoins en devises. Les emprunts à des institutions internationales sont très nettement insuffisants. Au pouvoir depuis sept mois, le gouvernement de Front Nationaliste a emprunté 1 milliard 300 millions de dollars.

La Turquie a déjà épuisé ses droits de tirage spéciaux auprès du Fonds Monétaire International. Les devises ainsi obtenues et les fonds envoyés par les travailleurs turcs à l'étranger seront loin de pouvoir combler le déficit commercial de 2 milliards et demi de dollars. Le gouvernement est en mauvaise posture. La bourgeoisie aussi.

La situation politique ne peut être bien appréciée que replacée dans ce cadre économique que nous venons de tracer. Dans le courant des années 60 le secteur industriel prend le premier pas sur l'agriculture et la bourgeoisie industrielle commence à dominer la bourgeoisie commerciale ou agraire. Cette bourgeoisie industrielle commence alors à mettre en avant des réformes propres à accélérer le développement industriel. Les frictions et contradictions au sein de la coalition des classes dominantes provoquent l'apparition de nouveaux partis de droite face au Parti de la Justice. Le Parti Démocratique, le Parti de l'Ordre National (devenu par la suite Parti du Salut National) sont les résultats politiques de ces développements. A présent la bourgeoisie est inquiète car elle voit fondre progressivement ses appuis sociaux.

Les élections législatives de 1973 et les élections partielles de 1975 ont clairement montré que les partis de la bourgeoisie sont en train de perdre des voix populaires. Cette perte de confiance politique et économique a incité différents couches de la bourgeoisie à surmonter temporairement leurs divergences. Les couches les plus réactionnaires de la bourgeoisie ont vu par là leur influence s'étendre. Par exemple, la timide et symbolique réforme agraire expérimentale est bloquée, bien que la bourgeoisie industrielle ait intérêt à encourager une réforme agraire capable de lui procurer des ressources financières et élargir le marché dont elle a besoin.

Quant à la régression dans le domaine politique, elle est de plus en plus évidente. Le coup d'Etat du 12 mars a entamé un processus de répression juridique et politique. La Constitution de 1961 a été trois fois amendée dans un sens antidémocratique et limitatif des libertés publiques. L'Unité du Pouvoir judiciaire a été brisée par la création des Cours de Sûreté de l'Etat. La bour-

geoisie et son pouvoir politique ne s'en contentent pas et se préparent à promulguer de nouvelles lois anti-démocratiques et à élargir la compétence des Cours de Sûreté de l'Etat.

Quelles que soient les interdictions, restrictions etc. apportées au niveau législatif, le fait qui demeure c'est que la bourgeoisie ne se sent pas en sécurité. Cette insécurité ne résulte pas uniquement des résultats des élections législatives mais elle est engendrée par la prise de conscience de plus en plus approfondie de la classe ouvrière, de la lutte quotidienne qu'elle mène, des revendications des masses laborieuses, de la résistance des jeunes, des intellectuels et même de certaines couches de la bureaucratie. C'est pour cette raison que les poursuites légales, les arrestations, jugements ne cessent d'augmenter en intensité. La sécurité personnelle des jeunes, des enseignants, des ouvriers et des personnalités politiques n'est plus assurée.

Ces derniers jours la jeunesse est l'objet d'intenses agressions et provocations armées. Les assassinats deviennent quotidiens. On veut entraîner la jeunesse progressiste et révolutionnaire à se défendre par les armes, et à entrer dans un cercle de violence armées. Les jeunes doivent bien s'en garder et ne doivent pas oublier que l'arme la plus efficace, c'est l'organisation et le mouvement discipliné. La grande masse des étudiants peut et doit être unie dans un mouvement de solidarité contre les agressions des commandos fascistes. L'objectif doit être d'isoler ces derniers en se retirant du terrain de la riposte armée, et de les laisser face à la direction des universités et face à la police. L'attitude des autorités universitaires et de la police face aux provocations s'étalera ainsi aux yeux de l'opinion publique.

Cette tactique n'est pas un refus de la lutte; c'est un refus de lutter sur le terrain même de

l'adversaire. Le refus de la tactique de lutte de l'ennemi nous entraîne à choisir nous même nos moyens de riposte. Et ce moyen ne peut être que l'organisation et la lutte organisée.

La tâche de mettre en oeuvre ce moyen revient avant tout aux socialistes. La jeunesse socialiste doit plonger dans la masse étudiante et organiser son mouvement afin d'isoler les commandos fascistes. La masse estudiantine doit s'organiser pour promouvoir l'objectif fondamental suivant: La création d'une université démocratique et autonome dotée des moyens matériels pour un enseignement de qualité.

En outre, la jeunesse socialiste doit s'efforcer d'agir de concert avec le parti politique de la classe ouvrière. La jeunesse ne doit jamais perdre de vue qu'elle ne constitue pas en elle-même une classe sociale ou une force sociale susceptible de "guider" les masses ouvrières et laborieuses. Ne pas perdre de vue, non plus, qu'il n'y a pas de "raccourci" pour la révolution. C'est pourquoi tant le mouvement démocratique et progressiste de la jeunesse que le parti politique de la classe ouvrière doivent livrer un ferme combat contre le gauchisme sous toutes ses formes. La lutte pour le socialisme est une lutte de longue haleine, dure, et qui exige de la discipline. Et cette lutte est livrée par le parti politique de la classe ouvrière.

La première tâche de toute organisation de masse est de répondre aux problèmes et aux aspirations de sa masse. Les organisations qui ne remplissent pas cette tâche ne peuvent pas devenir des organisations d'avant-garde. La lutte anti-fasciste et anti-impérialiste n'est pas une lutte étroitement limitée à la scène politique, c'est une lutte qui doit être livrée dans tous les domaines de la vie sociale, car l'impérialisme, les phénomènes de dépendance se reflètent dans tous les

secteurs de la société. Les organisations de masse doivent, chacune dans leur secteur, mener la lutte pour l'indépendance, la démocratie et le socialisme. L'ensemble de ces luttes sectorielles constitue un mouvement révolutionnaire irrésistible. La direction, l'orientation de ce grand mouvement revient au parti politique de la classe ouvrière.

Les pressions et violences exercées sur le mouvement étudiant débordent à présent sur les enseignants, les ouvriers, les fonctionnaires. Des instituteurs de village sont quotidiennement malmenés, blessés, assassinés. Des fonctionnaires sont déplacés, relégués, révoqués sans autre forme de procès. On peut d'ores et déjà parler d'une entreprise de fascisation du corps des fonctionnaires. La masse des instituteurs et fonctionnaires résiste cependant à ces tentatives et mène une lutte pour la démocratisation du pays.

Les violentes agressions dont fut l'objet le Parti Républicain du Peuple, principal parti d'opposition, font partie de cette violence fasciste. Désormais les personnes et organisations politiques sont aussi devenus les proies de ces agressions. Ainsi les membres du comité directeur d'une fédération départementale d'un parti politique ont pu être arrêtés, jugés et condamnés à des peines de prison sous l'accusation de constitution d'une organisation clandestine. Or, la procédure à suivre en cas de délit commis par un membre ou une organisation locale d'un parti politique est prévue dans le détail par la Loi sur les Partis Politiques et par la Loi de Procédure de la Cour Constitutionnelle. Les délits commis par les partis politiques dans l'exercice de leurs activités politiques relèvent de la compétence de la Cour Constitutionnelle. De même, un dirigeant d'un autre parti politique a pu être arrêté par un tribunal d'instance sous un chef d'accusation relevant aus-

si directement de la compétence de la Cour Constitutionnelle. Quant aux Cours de Sûreté de l'Etat, elles continuent de fonctionner, de juger et de condamner, malgré leur inconstitutionnalité, reconnue par la Cour Constitutionnelle.

En dehors de tout cela, l'ennemi principal du gouvernement de Front Nationaliste demeure la classe ouvrière. Les violences fascistes la prend pour premier objectif. A Seydişehir et à Ankara la police et les organisations fascistes ont ensemble attaqué une réunion syndicale. Des coups de feu ont été tirés sur des ouvriers, à Istanbul et à Ambarlı. Néanmoins, la bourgeoisie et le gouvernement de Front Nationaliste craignent la force organisée de la classe ouvrière. Le contrôle du mouvement ouvrier par le moyen de législations antidémocratiques leur semble plus aisé. La première exigence de la bourgeoisie, c'est le blocage des salaires et la seconde, la restriction des libertés syndicales.

Afin de justifier un éventuel blocage des salaires, les porte-parole de la bourgeoisie ne cessent d'avancer que la hausse des salaires est le principal facteur inflationniste. Or, la hausse des prix est bien plus forte que la hausse des salaires nominaux et elle entraîne une baisse dans les salaires réels. Les causes importantes de l'inflation ne se trouvent pas du côté des salaires mais sont à chercher du côté des taux d'intérêt très élevés pratiqués par les banques, des prix très élevés des biens d'investissement qui sont importés. Pour détourner l'attention des problèmes réels, on propose aussi le blocage, en même temps que les salaires, des bénéfices et des loyers d'habitation. Tout le monde sait qu'il ne s'agit que d'un tromperie. Les jeux de comptabilité permettent toujours de masquer une partie des bénéfices et les blocages partiels des loyers ont déjà été détournés à plusieurs reprises dans le passé.

Au contraire, nous pensons qu'une échelle mobile des salaires doit être instaurée et que le niveau réel des salaires, entre deux conventions collectives, doit être garanti contre l'érosion due à la hausse des prix. Le salaire minimum, de même que l'abattement à la base pour le calcul des impôts, doivent être élevés. La loi sur l'assurance - chômage doit être promulguée et elle doit couvrir les travailleurs agricoles et forestiers; les articles 13 et 17 de la Loi sur le Travail utilisés pour briser des grèves et pour abolir la sécurité de l'emploi, doivent être abrogés. Le droit de grève de solidarité et de grève générale doit être reconnu. Les grèves locales ou sectorielles sont parfois insuffisantes pour l'amélioration de la situation sociale des travailleurs. Pour des problèmes importants concernant l'ensemble de la classe ouvrière la grève de solidarité et la grève générale sont des armes nécessaires.

La seconde exigence de la bourgeoisie porte sur la Loi Syndicale. Une tentative d'amendement de cette loi dans un sens favorable à la bourgeoisie avait provoqué les grandes manifestations des 15-16 juin 1970. Les amendements visaient à restreindre la liberté de choix syndical, à éliminer des syndicats progressistes et à regrouper les ouvriers dans des syndicats à la remorque de la bourgeoisie. La centrale syndicale jaune Türk İş serait renforcée, et la centrale DISK affaiblie et, à la longue, éliminée.

L'augmentation inconsidérée des syndicats locaux provoque bien un éparpillement de l'unité et de la lutte économique de la classe ouvrière. Mais ce n'est pas la modifications des lois en vigueur en faveur du patronat qui remédiera à cette situation néfaste. Il faut reconnaître aux ouvriers le "droit au référendum". Le référendum ouvrier permet d'étaler aux yeux de tous les syndicats qui

défendent réellement les intérêts économiques de la classe ouvrière et ceux qui ne le font pas. Ainsi, il se produira une décantation dans le nombre des syndicats et un progrès vers l'unité syndicale. Ce droit au référendum syndical constitue une des revendications prioritaires de la classe ouvrière.

La classe ouvrière de Turquie ne permettra pas que se réalisent les desseins anti-démocratiques de la bourgeoisie. Notre classe ouvrière, dont le degré de conscience et d'organisation a beaucoup progressé depuis 1970 luttera fermement contre toute initiative antidémocratique et saura conserver et renforcer les avantages socio-économiques acquis par une longue et dure lutte.

Aujourd'hui, bien des luttes sectorielles livrées par la classe ouvrière ont pour objet de protéger la liberté syndicale et de protester contre des licenciements. Ceci montre que le mouvement syndical a atteint un haut degré de conscience et de solidarité. A l'opposé des désirs de la bourgeoisie et du gouvernement de Front Nationaliste la centrale syndicale Türk Is se vide au profit du DISK (Confédération des Syndicats Ouvriers Progressistes). Le DISK englobe des ouvriers et des syndicats socialistes en son sein mais la position politique de la centrale ne s'est pas encore clairement manifestée en faveur de l'indépendance, de la démocratie et du socialisme.

La classe ouvrière de Turquie est de plus en plus consciente du fait que, afin de protéger et d'étendre ses propres conquêtes socio-économiques et aussi afin d'assurer une indépendance totale à notre pays et de faire avancer le processus de démocratisation, la seule lutte syndicale dans le domaine économique est insuffisante. La lutte politique, l'organisation politique -le parti- est indispensable. La solution de tous les problèmes économiques, sociaux, culturels passe par la solu-

tion du problème politique, par le pouvoir politique. La classe ouvrière de Turquie sait qu'elle constitue la force motrice et l'appui principaux de la lutte démocratique, anti-impérialiste et pour le socialisme. Elle est de taille et de force à pouvoir réaliser cette tâche historique, par le moyen de son propre parti politique.

Les résultats de la visite que le leader fasciste Türkes et ses "commandos" ont effectuée à Diyarbakır, la situation à Lice (zone sinistrée par le dernier tremblement de terre) et à Hakkari montre que rien n'est changé dans la situation de l'est anatolien. La direction anti-démocratique et anti-populaire du pays s'apessantit sur les régions de l'Est sous une forme raciste et chauvine. L'existence, par ailleurs, de survivances féodales dans cette région y accroît l'importance de la lutte pour les libertés démocratiques. Les propositions du Parti Ouvrier de Turquie pour une démocratisation de tous les mécanismes administratifs, pour un contrôle populaire de ces mécanismes, apporteront une solution à ces problèmes.

La loi de développement inégal du capitalisme, et la politique pratiquée par les divers gouvernements provoque et entretient le retard économique de l'Est. Pour combler ce retard, les investissements devraient en priorité s'orienter vers cette région; or, c'est le contraire qui se produit. Néanmoins, la structure économique de l'Est anatolien a rapidement changé depuis 50 ans et la région est intégrée au reste de la Turquie du point de vue économique.

Le Parti Ouvrier de Turquie se place pour tous les problèmes sociaux, du point de vue du socialisme scientifique. Préserver et renforcer l'unité du mouvement politique de la classe ouvrière et des masses laborieuses est un principe de base qui permet la solution de bien des problèmes, dont ceux de la région de l'Est anatolien.

LA SITUATION DU GOUVERNEMENT DE FRONT NATIONALISTE

Face à tant de problèmes si divers, quelle est la situation du pouvoir de "Front Nationaliste"?

La formation et l'arrivée au pouvoir de ce Front Nationaliste est la résultante d'un effort d'unification de la part de la bourgeoisie. Cette dernière exige à présent d'être payée en retour et le gouvernement fait de son mieux. Mais le chef du gouvernement de Front Nationaliste, Süleyman Demirel, face au mécontentement populaire grandissant se trouve coincé entre l'obligation de donner satisfaction aux désirs de la bourgeoisie et la nécessité de ne pas s'aliéner les voix électorales du peuple. D'où les hésitations, les incohérences de l'action gouvernementale.

Demirel s'efforce de rester au pouvoir. Depuis sa démission forcée du 12 mars 1971, il a enregistré une remontée dont peu de politiciens auraient été capables. Une nouvelle chute lui serait fatale. C'est pourquoi, confronté aux exigences du PSN (Parti du Salut National), son allié dans la coalition gouvernementale, il a fait tant de concessions -sauf sur la reprise des discussions avec les Etats-Unis. Le PSN s'entête à propos de Chypre et de la politique internationale et le gouvernement n'en paraît que plus chancelant.

Si ce gouvernement de Front Nationaliste tombe, Demirel tentera de former un nouveau cabinet mais il y a peu de chances pour qu'il réussisse. La bourgeoisie sait, et c'est important, que les voix de la droite vont en diminuant et que Demirel et son parti ne dominent plus la droite. Dans ces conditions, et bien que le Parti de la Justice de Demirel demeure le parti de la bourgeoisie, cette dernière préférerait une coalition Parti de la Justice - Parti Républicain du Peuple. Aussi le Parti de la Justice demeurerait au pouvoir et les

exigences du PRP seraient limitées. Au lieu de quitter le pouvoir, Demirel et le P.J. préféreraient une pareille alternative.

Le PRP pourrait accepter une telle solution, moyennant la promesse d'élections anticipées. L'aile du PRP proche des milieux d'affaires d'Istanbul accepterait même sans conditions mais la demande d'élection anticipées a été mise en avant depuis trop longtemps avec insistance pour que le PRP puisse y renoncer. Ce dernier parti pouvait aussi appuyer d'autres formules de gouvernement. La composition actuelle de l'Assemblée Nationale fait qu'un nouveau gouvernement ne peut être formé sans l'appui direct ou indirect du PRP.

Dans un autre domaine aussi, le PRP occupe une position-clé. Dans la lutte pour ou contre la démocratie qui se déroule actuellement, le PRP se trouve en tête du front de lutte démocratique. Il en est ainsi, quantitativement, du fait qu'il est le plus grand parti politique. Il n'en va pas de même de point de vue qualitatif cependant. Là, c'est le mouvement de la classe ouvrière, et son parti, qui importe le plus. La conception de la démocratie du PRP, et sa politique, sont incapables de mener la démocratie à sa conclusion logique: le socialisme. Le PRP se dit défenseur des libertés de pensée, de parole, de réunion etc. Il aura accompli sa mission historique s'il contribue à la consolidation de ces libertés. Mais il ne peut faire cela tout seul car il n'a pas de position politique cohérente sur le lien entre ces libertés "classiques" et leurs fondements économiques. Tant que le pouvoir réactionnaire du grand capital n'aura pas reculé, les libertés démocratiques ne pourront être établies ou renforcées. Le "secteur populaire" prôné par le PRP laissera intact le pouvoir du grand capital. Quant à la "politique étrangère ayant une personnalité" qu'avance le PRP, elle ne prévoit pas pour la Turquie

de quitter l'OTAN, le CENTO et autres accords ou organisations pro-impérialistes. Pour que le PRP remplisse sa fonction démocratique il faudrait qu'à sa gauche existe et se développe le mouvement socialiste.

La principale force démocratique en Turquie comme ailleurs, c'est la classe ouvrière qui fait entendre sa voix par son propre parti politique. Après le coup d'état militaire du 12 mars 1971, une dure répression s'abattit sur la classe ouvrière et son parti politique légal fut interdit mais la masse ouvrière sortit de cette période de répression plus ferme et plus décidée. Sur cette base solide se fonde et se développe le parti politique de la classe ouvrière. L'existence de plusieurs partis politiques se réclament de la classe ouvrière ne devrait ni affliger nos militants ni réjouir nos ennemis de classe. Ces partis feront -ont déjà commencé à faire- l'objet d'une sélection naturelle. Restera le parti qui prend racine au sein même de notre classe ouvrière, qui apporte aux problèmes concrets de notre pays des réponses concrètes basées sur le socialisme scientifique et il mènera jusqu'au bout la lutte pour l'indépendance, la démocratie et le socialisme.

Saluons tous l'avenir radieux de la Turquie!

LA PRINCIPALE FORCE DEMOCRATIQUE EN TUR-
QUIE COMME AILLEURS, C'EST LA CLASSE
OUVRIERE QUI FAIT ENTENDRE SA VOIX PAR
SON PROPRE PARTI POLITIQUE. APRES LE
COUP D'ETAT MILITAIRE DU 12 MARS 1971,
UNE DURE REPRESSION S'ABATTIT SUR LA
CLASSE OUVRIERE ET SON PARTI POLITIQUE
LEGAL FUT INTERDIT, MAIS LA MASSE OUV-
RIERE SORTIT DE CETTE PERIODE DE REPRES-
SION PLUS FERME ET PLUS DECIDEE. SUR
CETTE BASE SOLIDE SE FONDE ET SE DEVE-
LOPPE LE PARTI POLITIQUE DE LA CLASSE
OUVRIERE.

BEHICE BORAN

Présidente

du PARTI OUVRIER DE TURQUIE